

**Accord professionnel**

**CHAMP D'APPLICATION DES ACCORDS CONCLUS  
DANS LA BRANCHE SOCIALE ET MÉDICO-SOCIALE  
À BUT NON LUCRATIF  
(18 février 2005)**

■ *Journal officiel* du 23 septembre 2009

**Arrêté du 16 septembre 2009 portant extension d'un avenant à un  
accord professionnel conclu dans le secteur sanitaire, social et  
médico-social à but non lucratif**

NOR : MTST0921573A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 6 avril 2005 portant extension de l'accord professionnel  
n° 2005-03 du 18 février 2005 sur le champ d'application conclu dans le sec-  
teur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif ;

Vu l'avenant n° 2 du 20 mai 2009 à l'accord professionnel susvisé conclu  
dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 25 juin 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors des séances du  
3 juillet 2009 et du 7 septembre 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de l'accord professionnel n° 2005-03 du  
18 février 2005 conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but

non lucratif, à l'exclusion des entreprises qui appliquent la convention collective du 26 août 1965 des établissements de soins, de cure et de prévention pour enfants, et des services de garde d'enfants à domicile assurés par des prestataires de services indépendants, les dispositions de l'avenant n° 2 du 20 mai 2009 à l'accord professionnel susvisé et modifiant le champ d'application professionnel.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/31, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.